

Compte rendu du CTL du 18/9/2017**Contacts :**

A titre liminaire, **FO DGFIP** interpelle la DDFiP sur le caractère inique de la restructuration du réseau départemental qui, après plusieurs interventions d'élus locaux et nationaux, ne concernera plus que les trésoreries de St-James et St-Pierre-Eglise.

Cherbourg :

Philippe LELIEPVRE

SIP

☎ : 02 33 97 33 04

SIE

Catherine PICOT

☎ : 02 33 01 62 27

Granville :

Julien CLAUDOT

SIP

☎ : 02 33 91 21 15

Saint Lô :

David CAMUS

DDFiP

☎ : 02 33 77 53 32

Yves GUEGUEN

CFP SPL

☎ : 02 33 77 87 21

Si, à l'issue d'une fragilisation ne résultant que des suppressions successives d'emplois, nos collègues de St James s'avouent soulagés par la fermeture de leur trésorerie, sans doute un moratoire aurait-il pu/dû être décidé pour la trésorerie de St-Pierre-Eglise.

Malheureusement, il était -semble-t-il- inenvisageable, en termes d'affichage, de ne fermer qu'un seul poste, cela eût fait désordre...

1) Projet de fusion de la trésorerie mixte de St-Pierre-Eglise avec la trésorerie mixte de Quettehou et transfert du recouvrement des impôts des particuliers vers le SIP de Cherbourg.

Pour mémoire, cette disposition avait fait l'objet d'un vote unanime « contre » de la part des organisations syndicales en première convocation le lundi 11 septembre dernier.

FO DGFIP a fait le choix de ne pas boycotter cette seconde convocation pour faire entendre sa voix et rappeler l'administration à ses responsabilités, dans un schéma où l'ASR (adaptation des structures et du réseau) foule au pied la dimension humaine de l'exercice de nos missions.

FO : contre

UNSA : contre

CFDT : absent

CGT : absent

SOLIDAIRES : absent

2) Projet de fusion de la trésorerie mixte de St-james avec la trésorerie mixte de Pontorson et transfert du recouvrement des impôts des particuliers vers le SIP d'Avranches

Si nos collègues de St-James avaient appelé de leurs vœux la fermeture de leur trésorerie, il est indispensable de ne pas occulter que ce souhait ne résultait que de conditions de vie au travail devenues impossible du seul fait d'une déplorable allocation de moyens.

En effet, la méthode est désormais bien rodée : l'administration organise elle-même la pénurie avant d'invoquer la taille dite « critique » du poste qu'il ne reste plus qu'à fermer, la boucle est bouclée.

Même avec le souci constant du bien-être au travail de tous les agents du réseau, **FO DGFIP** ne saurait cautionner un tel démantèlement qui impacte négativement tant nos missions que la qualité du service rendu au public.

FO : contre

UNSA : contre

CFDT : absent

CGT : absent

SOLIDAIRES : absent

3) Questions diverses

A la demande de **FO DGFIP**, Madame ROGER indique qu'elle communiquera rapidement une date de remise en service des installations de chauffage du département, les températures ayant chuté notablement ces derniers jours.

Ainsi, toutes les chaudières auront été rallumées pour le 25 septembre prochain au plus tard.

La séance est levée à 15h15.